



BRÈVES ÉCONOMIQUES DES PAYS NORDIQUES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL
DE STOCKHOLM

N° 34 – 22 août 2022

Pays nordiques

SAS obtient un prêt américain de 700 M\$ pour financer sa restructuration.

Le 14 août, la compagnie aérienne scandinave a annoncé avoir conclu un contrat de financement par débiteur en possession (DIP) avec le fonds d'investissement Apollo Global Management à hauteur de 700 M\$ (689 M€). Sa mise en œuvre est conditionnée à son approbation par la justice américaine, attendue à la mi-septembre. Le fonds Apollo devrait également avoir la possibilité de convertir son prêt en actions, ce qui pourrait en faire le principal actionnaire privé de SAS avec plus de 30 % du capital. Ce prêt américain permettrait à la compagnie aérienne, en difficulté financière, d'accélérer la mise en œuvre de son plan de restructuration « SAS FORWARD » (objectif de réduction des coûts annuels de 750 M€) présenté en février dernier. Il s'inscrit dans le cadre de la procédure engagée début juillet par SAS au titre du Chapitre 11 du Code des faillites des Etats-Unis, qui lui permet notamment de poursuivre ses opérations. Pour mémoire, la démarche faisait suite à un vaste mouvement de grève des pilotes de SAS, ayant finalement pris fin le 18 juillet grâce à un accord conclu avec les syndicats.

Réunion entre les Premiers ministres nordiques à Oslo.

Les cinq Premiers ministres nordiques se sont réunis à Oslo lundi 15 août. Le chancelier allemand Olaf Scholz a participé à certaines parties du programme. A l'agenda figuraient les points suivants : guerre en Ukraine, sécurité en Europe et relations avec la Russie, évolution de la politique

de sécurité dans les pays nordiques avec l'adhésion de la Suède et de la Finlande à l'OTAN, coopération sur la transition verte en Europe du Nord, sécurité énergétique et industrie verte. Les pays nordiques se sont mis d'accord sur une déclaration commune sur la défense et la sécurité. Il est fait référence à la manière dont l'adhésion de la Suède et de la Finlande à l'OTAN rendra la défense de la région nordique plus efficace. Il est également indiqué que les pays nordiques renforceront les exercices et l'entraînement conjoints et contribueront au développement de l'OTAN en tant qu'alliance militaire et politique. Les Premiers ministres nordiques ont également convenu de prendre la tête des efforts mondiaux pour réduire la pollution et préserver la biodiversité maritime et stimuler les transports maritimes sans émission d'ici 2050.

Danemark

Reprise de la croissance danoise au deuxième trimestre.

Selon les premières estimations de l'Institut danois de la statistique (*Danmarks Statistik*), le PIB danois aurait progressé de 0,7 % entre avril et juin, après une baisse de 0,5 % au premier trimestre 2022. Sur la même période, l'emploi a également poursuivi sa hausse (+0,7%). Pour autant, nombre d'économistes et d'observateurs craignent un ralentissement important dans les mois à venir. « Une période difficile nous attend, et les chiffres [...] élevés d'aujourd'hui ne changent rien à cela. L'inflation est à son plus haut niveau depuis près de 40 ans, la confiance des consommateurs chute et le chômage commence à augmenter », a notamment déclaré Jeppe Juul Borre, économiste en chef d'*Arbejdernes Landsbank*.

Forte hausse des exportations de services au deuxième trimestre.

Sur la période avril-juin 2022, les exportations de services ont bondi de 15,7 %, selon l'Institut danois de la statistique (*Danmarks Statistik*), et ont largement tiré la hausse des exportations totales danoises sur la période (7,9 %) ; les exportations de biens ayant timidement progressé (1,1 %). En sens inverse, les importations de biens et de services ont respectivement crû de 10,2 % et de 7,1%. L'essor du commerce des services est principalement imputable au transport maritime, qui enregistre une large progression au premier semestre : les exportations du secteur ont augmenté de 73 %, contre 47 % pour les importations. Ces performances ont permis au Danemark d'enregistrer, au mois de juin, un excédent record de sa balance des paiements : 28,6 Mds DKK (3,8 Mds€), auxquels le commerce des services a contribué à hauteur de 20,1 Mds DKK (2,7 Mds€).

Plus de 410 000 ménages ont bénéficié d'un « chèque chauffage » d'une valeur de 6 000 DKK (800 €)

Résultat de deux accords politiques conclus en février et en mars derniers, cette subvention vise les ménages danois dont les revenus annuels sont inférieurs à 650 000 DKK (87 380 €), et qui sont les

plus exposés à la hausse exceptionnelle des prix de l'énergie. Ainsi, seuls sont concernés par ce coup de pouce les ménages dont les logements sont chauffés par des chaudières à gaz, par des radiateurs électriques ou qui sont situés dans une zone de chauffage urbain dont la part de gaz est élevée (65 %). Le ministre du Climat, de l'Énergie et de l'Approvisionnement, Dan Jørgensen, a souligné le caractère inédit de cette mesure, précisant que le Gouvernement se concentrera à l'avenir sur « l'élimination progressive du gaz naturel comme source de chauffage », conformément à l'accord politique conclu par le Parlement en juillet dernier.

Le champ gazier de Tyra ne sera pas opérationnel avant l'hiver 2023-2024

a annoncé la direction de la filiale de TotalEnergies au Danemark, dans un communiqué de presse publié début août. Initialement prévu en juin 2023, le redémarrage de la production sera retardé en raison, notamment, des perturbations des chaînes d'approvisionnement. Si cette annonce intervient dans un contexte de tensions et de risques accrus en matière de sécurité énergétique, les autorités danoises se veulent rassurantes. « À ce stade, nous constatons que le marché européen du gaz fonctionne et que les stocks augmentent au Danemark. Ce retard ne change rien à la situation de l'offre ici et maintenant », a notamment indiqué le directeur de l'Agence de l'Énergie (*Energistyrelsen*), Martin Hansen. En effet, le niveau de remplissage des stocks de gaz danois (85 %) a déjà dépassé l'objectif de 80 % fixé par la Commission européenne. Après sa réouverture, les capacités de production du champ de Tyra devraient atteindre quelque 2,8 Mds de mètres cubes de gaz par an, soit 80 % de la consommation anticipée de gaz danois.

Un bilan des efforts fournis par les grands groupes danois pour réduire leur empreinte carbone.

Publiée par le quotidien *Finans*, cette cartographie s'appuie notamment sur l'évolution des émissions absolues de CO₂ de 21 grandes entreprises danoises entre 2019 et 2021. Sur cette période, Centrica Energy Trading, Siemens Gamesa et Pandora se hissent sur le podium des entreprises

les plus vertueuses, en ayant respectivement réduit leurs émissions de CO₂ de 83 %, 59 % et 57 %, suivies de près par Novo Nordisk (- 42 %). À l'inverse, DSV et Stark Group font figure de mauvais élèves, puisqu'elles ont respectivement enregistré une hausse de leurs émissions de CO₂ de 60 % et de 44 % depuis 2019. Maersk, qui

représente plus de 80 % des émissions générées par les 30 premiers groupes danois, a sensiblement alourdi son bilan carbone depuis 2019 (+ 2 %). Au total, 13 entreprises ont, en moyenne, réduit leur impact climatique de 12 %, selon les conclusions de Finans.

Finlande

L'Etat allemand table sur un paquet financier de 15 Mds€ pour sauver Uniper.

Le géant de l'énergie allemand Uniper, filiale de l'opérateur énergétique finlandais Fortum, est détenu à 50,8 % par l'Etat finlandais. Pour sauver Uniper, en grande difficulté suite à la diminution de son approvisionnement en gaz russe, l'Etat allemand et Fortum se sont mis d'accord sur un paquet financier de soutien de 15 Mds€ de la part du gouvernement allemand pour éviter la faillite de l'énergéticien. Le paquet, rendu public le 22 juillet, se compose notamment d'une garantie de crédits, d'une prise de participation de l'Etat allemand à hauteur de 30 % du capital d'Uniper et d'un prêt hybride, convertible en actions à une date ultérieure. Le gouvernement allemand prévoit parallèlement de répercuter 90 % de la hausse des prix sur le consommateur à l'automne. Début 2022, Fortum a soutenu Uniper à hauteur de 8 Mds€ (4 Mds sous forme de prêts et 4 Mds en garanties).

La réforme du congé parental étend le quota des pères.

Entrée en vigueur le 1^{er} août 2022, la réforme permet aux parents de choisir qui prend le congé, avec un quota de 160 jours attribués à chaque parent (contre 105 jours pour la mère, 54 jours pour le père et 158 jours à libre choix avant). De ce quota, 63 jours peuvent être transférés à l'autre parent ou à l'autre aidant. Les familles monoparentales recevront l'intégralité des quotas de deux parents. Il s'agirait surtout d'encourager les pères à prendre un congé parental et assumer leur part de responsabilité du soin des enfants. Selon les statistiques, seuls 10 % des pères finlandais ont pris un congé parental en 2020.

La Finlande numéro 1 au classement numérique de l'UE.

En 2022, le score du pays dans l'indice de l'économie et de la société numérique (DESI), qui mesure les performances numériques des pays, est de 69,6/100 alors que la moyenne de l'UE est de 52,3. Après la Finlande, on trouve le Danemark, les Pays-Bas et la Suède. La France s'est classée 12^e avec 53,3 points. Le rapport souligne les compétences numériques de base et une tradition de préparation en matière de sécurité des données et de cybersécurité comme les atouts particuliers de la Finlande.

L'augmentation des prix modifie les comportements des consommateurs.

Les prix à la consommation ont augmenté de 7,8 % en juillet par rapport au mois de juillet 2021, soit la même progression qu'en juin. Les prix des denrées alimentaires et des boissons non-alcoolisées ont augmenté de 12,4 %. Le prix d'électricité a augmenté de 40 %, celui de l'essence de 36 % et du diesel de 49 %. Les prix des carburants ont toutefois baissé par rapport au mois de juin mais, contrairement à ce qui était espéré, cette baisse n'a pas contribué à faire baisser l'inflation. Selon une enquête effectuée par la banque OP, la moitié des Finlandais déclarent que l'augmentation des prix a eu des conséquences sur leur façon de consommer, en particulier sur les achats de produits alimentaires et autres produits de consommation quotidienne, sur le carburant, les voyages, les restaurants et les cafés. Les jeunes de 15 à 24 ans ont été les plus touchés par les hausses de prix. La moitié des personnes interrogées anticipent une détérioration continue de leur situation économique au cours de l'année.

Islande

L'inflation atteint les 9,9 % en juillet.

L'inflation a atteint 9,9 % en juillet, soit le taux le plus élevé depuis septembre 2009, où elle avait atteint 10 %.

Le déficit commercial atteint 221 M€ en juillet.

Selon l'institut national des statistiques islandais (*Statistics Iceland*), la valeur des biens exportés par l'Islande s'est élevée à 75,8 Mds ISK (540 M€) en juillet 2022 et celle des biens importés à 106,8 Mds ISK (761 M€). Le déficit commercial a atteint 31,0 Mds ISK (221 M€), soit 1% de son PIB, contre 14,8 Mds ISK (105 M€) en juillet 2021.

La dette islandaise a augmenté de 719 M€ depuis le début de l'année.

Selon l'institut national des statistiques, (*Statistics Iceland*), la dette publique a augmenté de plus de 100 Mds ISK (719 M€) depuis le début de l'année. Si le ratio de dette nette par rapport au PIB est nettement plus faible en Islande que dans de nombreux autres pays européens (environ 75%), la hausse des taux d'intérêts par la Banque Centrale Européenne et la Réserve Fédérale Américaine pourrait faire augmenter la charge d'intérêt du Trésor Islandais.

L'Islande s'efforce de diversifier son industrie.

Suivant les recommandations du Fonds Monétaire International (FMI), le gouvernement islandais s'engage à rembourser aux entreprises une partie des coûts de recherche et développement en octroyant une déduction fiscale de 75 % (plafonnée à 15 M ISK soit 107 503 €) aux investisseurs individuels dans les entreprises innovantes. De plus, le gouvernement s'engage à faciliter l'embauche de travailleurs étrangers qualifiés et à réduire les formalités administratives liées aux procédures d'immigration pour mieux répondre aux besoins en personnel des entreprises de haute technologie et d'innovation.

Le prix du carburant ne diminue pas malgré la baisse du cours du pétrole sur le marché mondial.

Le prix du pétrole est actuellement au même niveau qu'avant l'invasion russe de l'Ukraine, mais les prix du carburant en Islande n'ont pas baissé (280-290 ISK/L (2 €/L) en février contre 330 ISK aujourd'hui, soit 2,35 € par litre environ). Hinrik Örn Bjarnason, directeur de N1 (compagnie pétrolière islandaise), a justifié cette situation par le taux de change élevé du dollar par rapport à la couronne islandaise et par des coûts financiers plus élevés.

Icelandair a réalisé de solides bénéfices au deuxième trimestre.

Selon le rapport trimestriel de la compagnie, Icelandair a dégagé un bénéfice d'environ 500 M ISK (3,9 M€) au deuxième trimestre 2022. Le revenu total de la compagnie aérienne s'est élevé à 42,5 Mds ISK (320,9 M€), soit une augmentation de 32,5 Mds ISK (24,5 M€) par rapport à l'année précédente. Au mois de juillet, Icelandair a transporté 529 000 passagers sur des vols intérieurs et internationaux. Ce nombre était de 219 000 en juillet 2021 et de 431 000 en juin de cette année.

Les banques islandaises enregistrent des bénéfices de plus de 150 M€ au deuxième trimestre.

Íslandsbanki a réalisé un bénéfice de 5,9 Mds ISK (42,4 M€) au deuxième trimestre 2022, totalisant un bénéfice de 11,1 Mds ISK (79,9 M€) sur les six premiers mois de l'année. Arion Bank a annoncé un bénéfice trimestriel de 9,7 Mds ISK (69,8 M€) et Landsbankinn de 5,6 Mds ISK (40,3 M€). Le gain des trois grandes banques au cours du dernier trimestre s'est ainsi élevé à un total de 21,2 Mds ISK (152,43 M€).

La localisation du nouvel aéroport de Reykjavik est remise en question en raison du risque sismique.

La Première Ministre islandaise a déclaré que l'activité sismique et volcanique sur la péninsule de

Reykjanes, dans le sud-ouest de l'Islande, affecte la viabilité de la construction d'un aéroport à Hvassahraun, à mi-chemin entre Reykjavík et l'aéroport international de Keflavík. Les autorités discutent d'une relocalisation du nouvel aéroport depuis des décennies. Hvassahraun avait été choisi comme l'emplacement le plus viable. Les experts ont déclaré que la péninsule de Reykjanes entrait

Norvège

Le Premier ministre s'exprime sur les problématiques énergétiques.

Le Premier ministre Jonas Gahr Støre s'est exprimé sur les questions énergétiques le 18 juillet. Il a rejeté l'idée de plafonnement des prix de l'électricité et de l'essence, privilégiant des politiques de redistribution (pour mémoire, comme lors de l'hiver 2021, l'Etat s'est engagé à dédommager les ménages à hauteur de 80 % de leur facture d'électricité au-delà de 70 €/MWh, plafonné à 5 MWh par foyer, jusqu'à mars 2023, et même 90 % pour l'hiver 2022). Il se dit aussi opposé à la fermeture des câbles électriques entre la Norvège et l'étranger, qu'il juge bénéfiques pour les consommateurs norvégiens et nécessaires dans un contexte de multiplication des aléas climatiques. S'agissant de la grève des salariés d'Equinor sur le plateau continental (pour rappel, près de 60 % des exportations norvégiennes étaient menacées et la ministre norvégienne du Travail est intervenue 24h après le début du mouvement social pour imposer la fin de la grève), il justifie le choix d'une médiation forcée de l'Etat par les nécessités d'approvisionnement du marché européen.

Les compagnies aériennes norvégiennes profitent de la crise traversée par SAS.

Contrairement à la compagnie aérienne SAS, fortement fragilisée par la grève de ses pilotes sur les dernières semaines, la compagnie aérienne Norwegian a fait son meilleur mois en juin depuis le début de la pandémie. De mai à juin, le nombre de personnes voyageant avec Norwegian a augmenté de 19 %. En outre, depuis le début de la grève, la vente des billets de Flyr et Norwegian ont augmenté respectivement de 60 % et 50 %. Norwegian et Widerøe ont signé un accord (accord « d'entoilage » - « *interlining* ») par lequel les deux compagnies aériennes coopéreront

dans une phase volcanique active, ce qui pourrait signifier des éruptions régulières au cours des prochaines décennies, voire des prochains siècles. Cet automne, un groupe de travail devrait publier des résultats préliminaires évaluant l'exposition aux risques sismiques du nouvel aéroport de Hvassahraun.

beaucoup plus étroitement dans un certain nombre de domaines. Il y aura notamment une coopération en matière de billetterie sur l'ensemble du réseau de lignes, permettant aux passagers de voyager continument avec les deux sociétés. Traditionnellement, Widerøe a étroitement coopéré de cette manière avec SAS, mais a également conclu récemment un partenariat avec Finnair, KLM, British Airways, Air France et maintenant Norwegian.

Les relations entre la Russie et la Norvège se tendent.

Les relations entre la Russie et la Norvège sont tendues suite aux conflits liés à la ligne de partage en mer de Barents, à l'attaque informatique des hackers russes, ainsi qu'aux problèmes de livraisons de vivres pour les mineurs russes à Barentsburg au Svalbard. Depuis mai, les sanctions envers la Russie ont empêché deux conteneurs d'atteindre ces travailleurs. Les deux parties ont finalement trouvé une solution le 6 juillet : les conteneurs seront livrés par camions et navires norvégiens.

La hausse des salaires devrait rattraper l'inflation dès 2023.

Le 11 juillet, le bureau des statistiques de Norvège (SSB) a publié les derniers chiffres de l'inflation en Norvège. Celle-ci s'élève à 6,3 % en juin, en glissement annuel. De mai à juin, les prix ont augmenté de 0,9 %. Selon la Banque centrale (*Norges bank*), les salaires augmenteront plus vite que les prix à partir de l'année prochaine. Dans le même temps, la gouverneure de la Banque centrale Ida Wolden Bache rappelle que le taux d'intérêt devrait continuer d'augmenter (pour rappel, la Banque centrale a augmenté le taux d'intérêt de 0,5 % en juin pour atteindre 1,25 % et prévoit une nouvelle augmentation en août). Elle souligne que les nombreuses personnes ayant

contracté un prêt subiront cette évolution, 95 % des prêts immobiliers étant à taux variables en Norvège.

Le paquet « Repower EU » est en cours de consultation en Norvège.

Le nouveau paquet de mesures de la Commission européenne « Repower EU » implique, entre autres, que les nouvelles approbations pour la construction d'éoliennes terrestres soient traitées beaucoup plus rapidement qu'auparavant. Le gouvernement norvégien prévoit d'appliquer « Repower EU » à la législation norvégienne. Cependant, certains partis du Storting ne sont pas favorables au paquet européen, la Norvège ayant traversé plusieurs conflits liés à l'énergie éolienne. En outre, il existe un consensus au Storting selon lequel les municipalités et les gouvernements locaux doivent aider à gérer les licences d'exploitation d'éoliennes. Par conséquent, les consultations sur le paquet de mesures « Repower EU » se poursuivent et devraient s'achever courant août.

L'Union européenne finance les projets environnementaux d'organismes norvégiens.

Le groupe de recherche norvégien SINTEF a reçu 270 millions de NOK (27 millions d'euros) de l'UE pour la recherche sur 12 régions vulnérables aux changements climatiques en Europe. Jamais un projet norvégien de recherche sur le climat n'avait

obtenu autant de financements européens. L'une des régions étudiées sera les Vesterålen, dans le nord de la Norvège. En outre, l'Institut de Recherche Marine norvégien, situé à Bergen, dirigera une partie du grand projet européen « Olamur » de culture de moules et de varech dans des parcs éoliens offshore. L'UE a investi 84 millions de NOK (8,4 millions d'euros) pour ce projet sur une période de quatre ans. L'Institut de Recherche Marine recevra 13 millions de NOK (1,3 million d'euros). L'objectif est de trouver des solutions durables pour ces nouvelles industries.

Le secteur de la défense est responsable d'une importante création de valeur.

En 2021, le secteur de la défense a reçu près de 68,9 milliards de NOK (6,9 Mds€) du budget du gouvernement central. La valeur ajoutée créée par la présence et l'activité du secteur de la défense en 2021 est estimée à 40,3 milliards de NOK (4 Mds€), soit une augmentation d'environ 3 milliards de NOK (300 M€) par rapport à 2020. La consommation et les taxes, ainsi que les achats de biens et de services, en représentent la plus grande partie. En plus de ce bénéfice direct, la création de valeur à l'étranger est d'environ 17,2 milliards de NOK (1,7 Md€). Au total, la différence combinée entre l'affectation budgétaire et la valeur ajoutée totale, y compris les effets économiques à l'étranger (environ 60,5 milliards NOK, soit 6 Mds€), est donc d'environ 8,4 milliards NOK (840 Md€).

Suède

La croissance suédoise va ralentir.

Selon les premières estimations du gouvernement suédois, la croissance du PIB devrait atteindre 2,4 % en 2022, mais seulement 0,4 % en 2023. Les pressions inflationnistes (l'inflation sous-jacente pourrait atteindre 7,2 % en 2022) et le resserrement agressif de la politique monétaire de la *Riksbank* (le taux directeur devrait atteindre 2 % fin 2022) vont peser sur la croissance.

L'inflation suédoise en baisse en juillet.

D'après *Statistics Sweden*, l'inflation suédoise a atteint 8 % en juillet contre 8,5 % en juin (en glissement annuel), une baisse de 0,2 % durant ce mois. C'est la première fois que l'indice des prix avec taux d'intérêt fixe baisse depuis le début de l'année. La baisse est tirée principalement par une réduction du prix de l'électricité et de l'essence, alors que les prix de l'alimentation, notamment des légumes ou des œufs, continuent de croître.

Assa Abloy rachète le français Alcea dans le domaine de la sûreté et sécurité.

Le leader mondial des systèmes de fermeture Assa Abloy, déjà très présent en France après le rachat en 1999 de Fichet-Bauché, vient de signer un accord pour l'acquisition d'Alcea, qui développe des logiciels destinés au contrôle d'accès et à la détection d'intrusion. Ce dernier compte 120 employés dans l'Hexagone et réalise un chiffre d'affaires de 20 M€. Le prix de rachat n'a pas été dévoilé à ce stade.

IKEA se développe en Amérique du Sud.

IKEA, le numéro un mondial de l'ameublement, a signé un accord de franchise avec le distributeur chilien Falabella qui va lui permettre d'ouvrir ses premiers magasins en Amérique du Sud. Selon les projections officielles, IKEA souhaite ouvrir neuf magasins au Chili, en Colombie et au Pérou au cours des 3 prochaines années. Le premier ouvrira prochainement à Santiago de Chile. Pour mémoire, IKEA compte aujourd'hui 470 grands magasins sur 65 marchés à travers le monde.

Volta Trucks rentre sur le marché parisien.

Le nouveau constructeur suédois de poids-lourds électriques va commencer à livrer ses véhicules aux clients de l'île de France. Parmi les clients français, on note le groupe Petit Forestier, leader européen de location frigorifique. Ce dernier a passé une commande de 1 000 Volta Zéro, premiers poids

lourds de 16 tonnes zéro émission pensé pour des livraisons urbaines. Pour honorer ses commandes en France, Volta Truck a créé un Hub à Bonneuil-sur-Marne au sud-est de Paris qui permettra d'entretenir les camions, d'assurer la gestion administrative et la formation dans le cadre de la Volta Trucks Academy. Le HUB sera aussi doté d'un centre appel pour assurer l'interface avec les clients. Volta Trucks a un carnet de commande de 6 500 véhicules désormais (1,4 Md€) et des partenariats avec l'allemand DB Schenker.

Face à l'envolée du prix de l'électricité, le gouvernement annonce un nouveau soutien record de près de 6 Mds€ pour les ménages et les entreprises.

En Suède, les prix de l'électricité ont atteint des niveaux records. Ils ont été supérieurs à 500€/MWh pendant quelques jours en août dans le sud du pays.

Afin de soutenir ménages et entreprises confrontés à des records historiques, le gouvernement a décidé d'allouer une partie des recettes du gestionnaire du réseau (Svenska Kraftnet SvK), soit 6 Mds€ aux foyers et opérateurs économiques les plus touchés selon des modalités à déterminer.

Svk devra remettre au gouvernement sa proposition de mécanisme de compensation d'ici le 15 novembre 2022. Le régulateur suédois des marchés de l'énergie El devra ensuite donner son accord sur la proposition, ainsi que les autorités européennes.

Indicateurs économiques des pays nordiques

Taux de croissance trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent):

	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	2021 (en moyenne annuelle)	T1 2022
Suède	1,6	0,8	2,0	1,2	5,1	-0,8
Danemark	-0,03	2,5	1,3	2,8	4,9	-0,5
Finlande	-0,1	1,5	0,9	0,8	3,0	0,5
Norvège ¹	0	0,8	3,9	0,01	3,9	-1,0
Islande	-2,05	4,9	-1,06	2,2	4,3	1,1

Sources : Eurostats, statistics Sweden, ssb.no, statistics Iceland, OCDE

¹Pour la Norvège, le PIB retenu est le PIB total (y compris hydrocarbures).

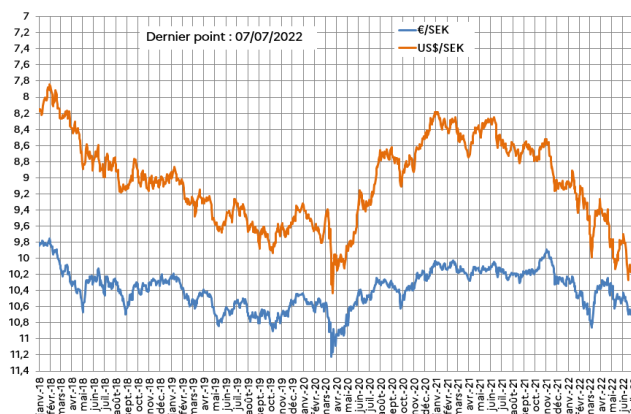
Taux d'inflation trimestriel (en glissement annuel) :

	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	2021 (en moyenne annuelle)	T1 2022
Suède	1,9	2,3	2,5	3,9	2,2	4,7
Danemark	0,6	1,7	2	3,5	1,9	4,8
Finlande	1,1	2,1	1,9	3,1	2,2	4,9
Norvège	2,9	2,8	3,5	4,6	3,5	3,8
Islande	4,2	4,45	4,3	4,8	4,4	6,3

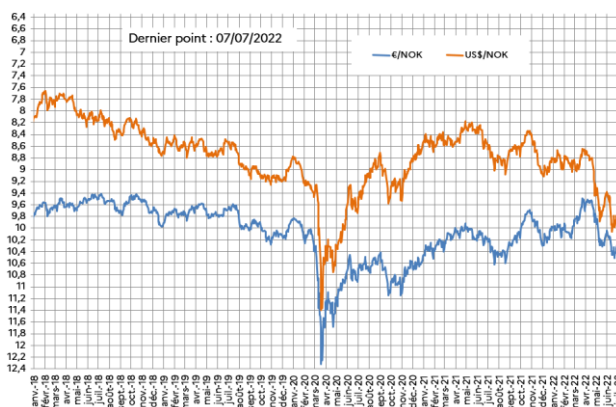
Sources : Eurostats, statistics Sweden, ssb.no, statistics Iceland, OCDE

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional de Stockholm (C. Gianella).

Rédacteurs : Avec les contributions des Services Economiques de Copenhague (C. Camdessus, L. Yacine, M. Valeur), Helsinki (P. Pouliquen, O. Alapekkala, D. Gueyraud), Oslo (O. Cuny), Stockholm (I. d'Armaillé, F. Lemaître, J. Grosjean, M. Marbot, F. Citton) et de l'ambassade de France en Islande (A. Montoya).

Pour s'abonner : francois.citton@dgtresor.gouv.fr